



Distr.
LIMITÉE

T/COM.5/L.110
27 avril 1955

ORIGINAL: FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. JOSEPH DUPLOND MOFFO CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

MOFFO Joseph Duplond, es-qualité
de Représentant de la collectivité
de BABADJOU, Employé de Commerce
à DJOUM (Cameroun)

(Reçue le 20 avril 1955)

à Monsieur le PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT
Quay d'Orsay, PARIS

Objet :

Question de terre.

Monsieur le Président,

J'ai le respectueux honneur de porter connaissance qu'après avoir demandé justice auprès des tribunaux compétants du Cameroun qui ne m'ont pas peut-être compris, je viens par la présente solliciter votre intervention dont j'espère impartiale sur les faits suivants :

Considérant qu'en mil neuf cent trente quatre, la presque totalité des Camerounais étaient analphabètes, c'est vous dire que toute la population de Babadjou dont je suis ressortissant était dans une ignorance inouïe;

Considérant qu'à cette époque une oppression sans égale pesait sur nous. Fonctionnaires ou Commerçants Européens nous maltrahaient sans une moindre opposition à ces exactions;

Considérant qu'à cette époque en 1934, le nommé J. Mas, profitant de ce régime d'oppression, fit déguerpir mon père FOMBASSO de son terrain, détruisant trois de ses cases;

Considérant que le sieur J. Mas, malgré l'oppression ne pouvait monter une tenue de palabre au sein duquel si l'Administration pouvait donner la liberté d'expression, les notables de mon village auraient porté une opposition formelle sur l'installation d'un conquérant que dans l'intervalle 1934 au 10 août 1939, M. Mas épiait l'état de santé de mon chef de village, que ce dernier hospitalisé et assisté de ses notables sur son lit de malades, mourut le 15/8/39.

Considérant que le 10/8/39, M. Mas, profitant de cette situation rédigeait lui-même un procès-verbal d'une tenue de palabre sans mentionner l'opposition verbale de mon père et sans cependant qu'il y est existé une tenue de palabre conformément au régime des termes du Cameroun;

Considérant que le procès-verbal porte le nom de mon père comme consentant à l'installation définitive de M. Mas; c'est une ruse formidable car la tenue de palabre réellement n'avait pas existée, et s'il avait existé il y aurait eu signature et opposition de mon père portées sur le P.V.; que mon père n'aurait pu avoir l'audace de me permettre de porter mon objection à l'immatriculation de la SINCOA s'il avait consenti à l'installation de M. Mas;

Considérant que si c'était une mesure d'exploitation de notre ignorance, il aurait pu monter une tenue de palabre avant son installation, que cependant il attendait un intervalle de cinq ans pour rédiger sa tenue de palabre en épiant la vigilance et l'état de santé de notre feu chef;

Considérant que le décret du 21 juillet 1932 dispose :

1)

2) Dans le cas où un immeuble détenue jusque là dans les formes admises par la coutume indigène doit faire, après la promulgation du présent décret, l'objet d'un contrat écrit, rédigé en conformité des principes de droits français. Dans ces deux cas, la formalité de à peine de nullité de la convention, procéder la passation de l'acte qui constate l'accord définitif des parties; que le P.V. rédigé par M. Mas à l'insu des propriétaires du terrain et sur lequel pour preuve il n'y a point de signatures de mon père, ni l'opposition antérieure verbale de mon père mentionnée;

Considérant que ce P.V. qui est la pièce angulaire du régime des terres de mettre territoire se trouvant fabriquée, ce P.V. doit être regardé comme une nullité;

Considérant l'avis du douze mars mil neuf cent quarante qui a été précédé de l'avis publié au J.O.C. du 15/11/1939 relevant la demande de M. Mas indiquant le dépôt du plan ainsi du cahier des charges et la mise du dossier à la disposition du public aux bureaux du Haut-Commissaire, de la Région de Dschang et des Domaines et invitant toutes les personnes intéressées à la consulter et à formuler dans le délai de deux mois leurs réclamations et oppositions; je vous dirais franchement qu'à cette époque aucun de mon village ne savait lire et nous ne savions pas qu'on ait parlé un jour de nos terrains conquis sur papier, et même à cette époque, des indigènes non fonctionnaires ne pouvaient s'approcher des bureaux publics à moins sur convocation de l'Administrateur, on pouvait y aller attendre, avant de savoir le motif, on vous distribuait des paires de gifles; mes parents voyaient noir sur blanc sur les avis affichés et ne savaient qu'il s'agissait là de leur terrain. C'est la raison pour laquelle Dieu voulant, les formalités n'ont pas été entièrement remplies avant que le moment arrive aujourd'hui pour moi de lire. Tel est le retard ou le motif que la Cour de Yaoundé m'accuse sur mon objection.

D'autre part, la SINCOA, exploitant la conscience de mon compatriote KUENING en le faisant ingurgiter une bonne dose d'alcool, lui faisant signer une lettre écrite ou rédigée par ladite Société pour s'opposer à ma requête d'introduction. Cependant, sur la liste de la collectivité de Babadjou dont je suis le représentant son nom et sa signature sont portés sur la procuration ci-jointe et ceci à une date bien antérieure à la lettre.

Je vous fait parvenir sous ce pli : 1/

- 1) La procuration de la Collectivité de BABADJOU
- 2) Le Certificat de travail donné par la Sté Mas et Blaise en 1935
- 3) Le procès-verbal où sont écrits les mensonges, le nom de mon père où l'exploitant l'avait mentionné sciemment pour dissimuler son opposition.

1/ Note du Secrétariat : Copies des documents mentionnés comme annexes n'ont pas été reçues par le Secrétariat.

Par ces motifs, je vous prierais, Monsieur le Président, de comprendre la parcelle de 1 ha 32 a appartenant à mon père et les 164 ha 81 a 50 ca dont celle de mon père sus indiquée comprise attribuée à M. Mas rentre dans le cadre de l'art. 2; que la conséquence en est qu'il s'était fabriqué une fausse pièce; un faux document; sa tenue de palabre, vu l'immatriculation tardive, tous les contrats passés relativement à cette parcelle depuis le 18 Mars 1940 sont nuls; que le contrat du 25 Septembre 1950 passé devant Me d'ORNANO entre la SINCOA et M. Mas est nul et que la SINCOA n'a en conséquence nulle qualité pour requérir à une demande d'immatriculation:

Mon père ayant été chassé par trois gardes de son terrain qui accompagnaient Monsieur le Chef de Subdivision, et M. Mas ayant rédigé un document sans qu'une tenue de palabre ait eu lieu, que mon père et les anciens de la Région ne se souviennent pas qu'une tenue de palabre ait eu lieu à cette date du 10/8/39; que M. Mas rédigeait sa tenue de palabre après s'être installé dans un intervalle de cinq ans: une enquête peut y avoir lieu car il y a encore des anciens employés à Babadjou, je vous prierais de considérer ce document comme une nullité d'ordre public, que tout intéressé peut soulever, et, aux fins de rendre justice à ce que cette parcelle nous revienne pour avoir exploité notre ignorance. De telles pratiques constituent d'une part violation de l'article 17 de la Déclaration des Droits de l'Homme, d'autre part tombent sous le coup de l'article 147 du Code Pénal prévoyant les peines de faux en écritures.

Je vous prierais d'attirer toute votre attention sur ces faits, cette exploitation et de rendre justice selon la loi.

DJOUR, le 29 décembre 1954

MOFFO Joseph Duplond

(s.)

AMPLIATIONS :

- 1 - Président du Conseil d'Etat
- 2 - Ministre de la F.O.M.
- 3 - Haut-Commissaire du Cameroun
- 4 - Procureur Général de Yaoundé
- 5 - AUJOULAT, Député du Cameroun
- 5 - SOPPO Priso, Conseil de l'U.F.
- 6 - Président de l'ATCAM.
- 7 - Président du Conseil de Tutelle